



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

18-05-2015

La liberté de la presse, mythe ou réalité ? (suite)

** Quand le Crédit Agricole fait main basse sur une partie de la presse régionale*

On est loin de la vocation initiale du Crédit Agricole qui à son origine visait à fournir aux agriculteurs des crédits souples, à bon marché, en un mot à les soustraire à la rapacité des banques et des usuriers. Il développe à cette époque une activité de banque locale mutualiste, aide l'agriculture dans sa modernisation, participe en 1936 à la création de l'Office des céréales qui assure aux producteurs une rémunération plus correcte de leurs productions.

Tout change en 1988. Sous la présidence de F. Mitterrand le Crédit Agricole passe du statut de banque mutualiste à celui de banque universelle, en clair de banque capitaliste. Achat du Crédit Lyonnais, prises de participations massives dans des banques étrangères en Italie, au Portugal et achat d'une banque en Grèce qui se traduisent par des pertes massives : 10 milliards en Grèce, 708 millions au Portugal, 600 en Italie, ce qui amène en 2013 le groupe dans le rouge avec une perte de 6,47 milliards d'euros.

Le Crédit Agricole ne fait pas seulement dans la banque, l'assurance, il fait aussi dans la presse et sur une grande échelle. Un groupe de presse au service du capitalisme : EBRA (Est Bourgogne Rhône Alpes) est propriété du CA.

Au côté de cette activité bancaire désastreuse il se lance dans le rachat systématique des journaux régionaux qui couvrent l'est de la France, de la frontière du Luxembourg et de l'Allemagne au nord jusqu'à la limite de la Provence au sud. Au total 23 départements pour une population de plus de 11 millions d'habitants. En 2006 (dernier chiffre disponible) il vend 1.300.000 exemplaires pour un lectorat estimé à 3 millions de lecteurs.

Il s'agit des titres :

Le Dauphiné Libéré (Hautes alpes, Alpes de Haute Provence, Ardèche, Drome, Isère, Savoie, Haute Savoie, Ain), **Le Progrès** (Ain, Haute Loire, Jura, Loire, Rhône) **l'Est Républicain** (Moselle, Meurthe et Moselle) **Les Dernières nouvelles d'Alsace** (Haut et Bas Rhin, territoire de Belfort), l'Alsace (Colmar- Mulhouse), **le Journal de la Haute Marne** (Haute Marne), **Vosges Matin** (Vosges), Le Bien Public (Côte d'Or), **Le Journal de Saône et Loire** (Saône et Loire), **la Presse de Gray et la Presse de Vesoul** (Haute Saône), **La Tribune** (Drome Ardèche), **L'indépendant du Louhannais et du Jura** (Saône et Loire, Jura).

Il dispose de nombreuses éditions en ligne, d'une agence de communication et de publicité. Il est propriétaire de maisons d'éditions, d'hebdomadaires, une TV locale (Télé Lyon Métropole), un journal gratuit d'information Lyon Plus.

On mesure la formidable puissance de ce groupe de presse qui règne sans aucune concurrence sur cet ensemble de régions, ses populations qui n'ont comme information qu'une information issue d'un groupe bancaire capitaliste.

En toute liberté de conscience, les journalistes de « l'Est Républicain » pleurent des larmes de crocodiles sur le sort des salariés de Peugeot Sochaux ou Mulhouse, des sous- traitants qui voient leurs emplois supprimés, leurs salaires bloqués, l'aggravation de leurs conditions de travail mais les justifient avec la reprise de l'argumentation patronale sur la crise, la concurrence, faisant leurs les fausses promesses sociales d'accompagnement faites par le gouvernement.

Mais où la responsabilité de tous ces journalistes est le plus engagée c'est leurs refus d'analyses sur les causes de ces suppressions d'emplois, sur la recherche de toujours plus de profits par le capitalisme. Pourtant comme tout un chacun, comme nous le faisons régulièrement à « Communistes Hebdo », ils ont connaissance des chiffres, des études réalisées et publiées. Ils préfèrent comme tous leurs confrères les passer sous silence.

En janvier dernier une élection législative partielle a eu lieu dans le Doubs. « L'Est Républicain » a largement fait connaître le programme des candidats. Sauf un, celui de « Communistes ». Il est vrai que son programme qui appelle à la lutte contre le capital comme seul moyen de le faire reculer, à transformer la société et à construire le socialisme doit être étouffé. Un Journal qui appartient au capitalisme ne peut pas, au nom de la liberté de la presse, lui donner la possibilité d'exprimer ses idées. A censure est là, bien en place, elle veille pour étouffer les idées révolutionnaires.

Oui la liberté de la presse passe par la lutte contre le capitalisme.

° ° °

La semaine prochaine : Le groupe LAGARDERE, une multinationale des médias